

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Michel-Destot-depute-maire-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > La phrase qui tue le nucléaire > **Michel Destot (député-maire de Grenoble, ex-ingénieur au CEA)**

6 août 2012

Michel Destot (député-maire de Grenoble, ex-ingénieur au CEA)

"Peu d'investisseurs accepteront dans une logique de marché de prendre le risque d'investir dans un réacteur nucléaire à moins que les pouvoirs publics définissent un cadre adapté prenant en charge une partie du risque."

Docteur en physique nucléaire et ex-ingénieur du CEA, Michel Destot est député de l'Isère depuis 1988 et maire de Grenoble depuis 1995. Il fut rapporteur spécial du budget de l'industrie de 1997 à 2002, et initiateur des journées parlementaires sur l'Énergie.

Farouche pro-nucléaire, en 1998 [il plaide vigoureusement en faveur du développement du MOX](#). Il est également [auteur d'un rapport parlementaire très favorable au réacteur ITER](#) de recherche sur la fusion nucléaire.

Michel Destot est également [membre du comité de parrainage de l'association de promotion du nucléaire "Sauvons le climat"](#), soutenue par EDF.

Dans l'essai "Énergie et climat - Réponses à une crise annoncée", co-écrit en 2006 par Michel Destot avec Achille Ferrari [1] et Philippe Girard [2] pour la Fondation Jean Jaurès, on peut lire ces lignes à la page 52 :

"Il existe également une question liée au financement des investissements nucléaires. Ils nécessitent des capitaux importants et compte tenu de la durée de réalisation (2-5 ans d'études préliminaires, 5-8 ans de réalisation) le temps de retour sur investissement est particulièrement long (environ 10-15 ans après le début de la mise en service).

Les incertitudes sont telles qu'en pratique, peu d'investisseurs accepteront dans une logique de marché de prendre le risque d'investir dans un réacteur nucléaire à moins que les pouvoirs publics définissent un cadre adapté prenant en charge une partie du risque.

Les États-Unis, pourtant acteur historique de la dérégulation électrique, ont pris la mesure de cette difficulté en adoptant en 2005 plusieurs mesures visant à encourager la réalisation de nouvelles centrales nucléaires, avec prise en charge au niveau gouvernemental d'une partie des risques liés à

la réalisation des prototypes."

Notes

[1] Achille Ferrari, polytechnicien, ancien conseiller en charge du secteur énergie et recherche nucléaire (1981-1982) auprès de Jean-Pierre Chevènement (ministre de la recherche et de la technologie). Il a mené sa carrière dans le secteur de l'énergie (nucléaire et pétrole) et a fini président de la holding ISIS.

[2] Philippe Girard, agrégé de chimie, docteur en physique atomique, a travaillé dans la recherche avant de se consacrer aujourd'hui aux marchés énergétiques.